

La bienpensance des élites a mené l'Europe au bord du gouffre

Leur mépris du peuple et de la démocratie y précipitera l'Europe

Les suisses ont approuvé à 57.5% le 29 novembre 2009, l'interdiction de construire de nouveaux minarets en Suisse. Personne ne s'étonnera que le résultat sans équivoque de ce référendum ait créé un énorme choc ; il a tracé une ligne de démarcation entre les tenants du refus d'une islamisation rampante de la Suisse et les hérauts du refus de tout ce qui pourrait apparaître comme stigmatisant l'islam. La ligne de démarcation traverse la Suisse, elle traverse aussi chaque pays européen. Sans prendre position sur le résultat du référendum, celui-ci nous offre une occasion unique de réflexion sur sa signification pour la Suisse et plus largement pour les pays de l'Union européenne et même pour l'occident.

Les faits sont simples, la Suisse permet dans le cadre de sa constitution, l'exercice limité de démocratie directe au moyen du référendum à initiative populaire ; il suffit d'une pétition d'au moins 100.000 personnes provenant d'une majorité de cantons pour que l'État fédéral organise un référendum national dont l'issue aura valeur constitutionnelle si une double majorité de la population et des cantons répond favorablement à la question soumise. La question ici portait sur l'interdiction de la construction de minarets et non pas sur la liberté religieuse ou la liberté de construire des mosquées. À peu près toutes les élites politiques et intellectuelles de la Suisse appelèrent à voter contre la demande d'interdiction en la qualifiant de honteuse,

d'immorale et de contraire aux droits de l'homme ; plusieurs cantons refusèrent même l'autorisation aux initiateurs du référendum d'apposer leurs affiches dans leurs lieux publics.

Dès que le résultat fut connu, il y eut un déchainement de passions pour et contre

Du côté des applaudissements, il faut distinguer trois types de réactions : a) La réaction des partis d'extrême droite ouvertement anti-musulman, accueillant le vote suisse comme un exemple à émuler en France, en Angleterre, en Italie et ailleurs. b) La réaction des démocrates et des laïcs qui trouvent inique le refus islamiste des obligations découlant des chartes des droits et libertés, au premier chef, la reconnaissance de l'égalité de dignité de la femme et de l'homme. c) Enfin, la réaction quasi générale des peuples de l'Union Européenne, qui jugent inacceptable que le nouveau-venu musulman exige que la société d'accueil se transforme pour accommoder sa différence et non l'inverse. Il faut ajouter que les sondages suite à la votation suisse indiquent que face à la même question, ces peuples européens voteraient dans le même sens que les suisses.

Du côté de l'indignation, on doit noter une large vague de protestations de leaders gouvernementaux des divers pays de l'Union, de la majorité des intellectuels de gauche, d'organisations internationales comme l'ONU et l'OCI , accusant le peuple suisse de racisme, demandant que le vote soit annulé juridiquement par la cour européenne des droits de l'homme et exigeant en sus que les suisses revotent. Certains éditoriaux allant même jusqu'à questionner le principe de démocratie directe qui donne au peuple un pouvoir exécutif réel, sans passer par les filtres des processus délibératifs chargés habituellement de tempérer les points de vue jugés illégitimes ou trop extrêmes au regard des normes civilisées.